

Lausanne, le 21 mars 2017
Communiqué de presse

S'engager pour un canton capable de répondre aux défis économiques et offrant des perspectives d'avenir Combattre l'endettement et la marginalisation sociale

La liste du centre-droite réunissant trois conseillers d'Etat sortants et un conseiller national présente des candidats aux profils variés et expérimentés à l'élection au Conseil d'Etat. Son but est de permettre au canton de Vaud de renouer avec une majorité de centre-droite qui a su gouverner avec efficacité, rigueur et vision notre canton entre 1998 et 2011. Si la majorité gauche-verte du Conseil d'Etat a pu s'auto-satisfaire de son bilan lors d'une récente conférence de presse, c'est uniquement parce qu'elle n'avait plus qu'à cueillir les fruits que la majorité PLR-UDC a produit au prix d'efforts harassants lors des précédentes législatures et assumées par une majorité responsable. En réalité, le bilan de la majorité rose-verte est inquiétant. Le ticket du centre-droite s'engage pour que l'Etat cantonal soit capable de répondre aux défis économiques futurs en permettant à l'Etat de conserver sa marge de manœuvre financière et pour offrir à notre population des perspectives d'avenir rassurantes, même en cas de crise.

Au début des années 2000, la dette cantonale pesait près de 9 milliards de francs et toutes les marges de manœuvres de l'Etat étaient bloquées. La majorité d'alors, composée d'élus libéraux, radicaux et UDC, avait retroussés ses manches. Grâce à elle, la dette cantonale a fondue en à peine dix ans, de 9 milliards à 475 millions en 2013. Or, depuis que la majorité a basculé à gauche, la dette remonte petit à petit et, selon le budget 2017, elle devrait atteindre 1 milliard 275 millions de francs, soit un triplement par rapport à la situation héritée par ladite majorité de gauche. Or, tout indique que cette majorité poursuivra son travail de sape si elle est maintenue en place. En effet, durant cette législature, les charges sociales ont dépassées les charges liées à la formation. Que penser du bilan d'une majorité qui dépense plus d'argent pour panser les plaies de la société plutôt que pour former celles et ceux qui auront la charge de la faire fonctionner demain ? Le centre-droite veut conserver un niveau de dépenses aussi bas et aussi flexible que possible afin de pouvoir investir les réserves accumulées là où elles seront nécessaires quand la conjoncture économique ralentira. Il est vraiment inquiétant de constater que notre taux de prise en charge social bat des records alors que la situation économique peut être qualifiée de bonne. Qu'en sera-t-il si la situation se dégrade ? Les candidats du centre-droite ne veulent pas attendre d'être rappelés aux affaires lors de la prochaine crise mais veulent l'anticiper et l'éviter grâce à une politique des dépenses responsable, pondérée et ciblée.

Le manque de dialogue de la majorité rose-verte dans plusieurs branches, notamment le monde scolaire et le monde médical, témoigne également d'un profond malaise entre le Conseil d'Etat et les corporations concernées. Dans ces deux cas, elles dénotent d'une forme de dirigisme politique qui n'est pas en adéquation avec les aspirations des Vaudoises et des Vaudois. Les candidats du centre-droite témoignent de leur confiance envers les acteurs concernés du monde scolaire et du monde médical. Dans ces deux départements en particulier, la situation doit être apaisée et le dialogue renoué.

La liste de centre-droite veut mettre en avant sa responsabilité dans tous les dossiers. Dans celui des finances mais aussi dans celui du soutien à l'économie en général. Cette responsabilité a permis d'assainir la caisse de pension de l'Etat. De trouver un compromis dans le dossier de la RIE III cantonale. Dans le dossier de la sécurité, des années d'effort ont permis les résultats aujourd'hui positifs. Dans le dossier de l'aménagement du territoire, un dossier oh combien écologiste, c'est la minorité qui assume la mise en musique d'une initiative défendue par la majorité de gauche, pour permettre aux communes de se développer intelligemment. Dans le dossier de loi sur les étrangers, c'est oser appliquer les lois fédérales de manière proportionnée. Enfin, la liste de centre-droite milite pour une formation replacée au centre des préoccupations, comme vecteur d'opportunité pour les générations futures.

La majorité du centre-droite entend incarner une politique responsable, soucieuse du bien commun et désireuse d'offrir des perspectives d'avenir à toutes et tous afin que chacun puisse vivre décemment dans notre canton et se projeter avec confiance et sérénité dans ses futurs projets.

Contacts :

Armand Rod, responsable de campagne du PLR, 079 606 36 04

Michaël Buffat, responsable de campagne de l'UDC, 079 200 77 59

Philippe Miauton, secrétaire général du PLR, 079 277 68 41

Kevin Grangier, secrétaire général de l'UDC, 079 432 37 64